

20 avril 2008

A l'initiative de personnalités du monde associatif et syndical ainsi que de la société civile, un appel est lancé contre la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) :

Le service public est notre richesse, Mobilisons-nous !

150 000 jeunes qui sortent chaque année sans diplôme du système scolaire, une crise du logement sans précédent depuis les années 1950, des inégalités qui se creusent de façon dramatique, des enjeux environnementaux colossaux, le défi démographique, l'innovation et la croissance à la traîne... Dans un tel contexte, chercher à accroître l'efficacité de l'action publique, c'est mieux mettre en œuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

Cela exige que la satisfaction des besoins essentiels soit reconnue comme un droit fondamental. Cela implique le choix d'une société solidaire, la maîtrise des biens communs et l'activité efficace de Services publics indispensables au développement économique, social et culturel. Face à la montée des inégalités, ils sont garants de l'exercice effectif des droits.

L'intérêt général a besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire et non de salariés interchangeable et corvéables à merci ; de solidarité et non de concurrence ; de stabilité et non de précarité ; de sens des responsabilités et non de docilité ; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut des fonctionnaires, mis en œuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

Mais ce n'est pas du tout ce à quoi nous assistons actuellement : de fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, une vaste opération de destruction des fondements du Service public et de la Fonction publique s'accélère sous nos yeux. La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par des cabinets privés. Elle s'attaque frontalement à l'ensemble de la Fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière. Comme déjà dans d'autres secteurs (Poste, EDF, télécommunications, transports...), cela signifie la détérioration organisée des services rendus au public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables, à la disparition de nombreuses autres.

Contrairement à ce qu'il prétend, le Président de la République n'a reçu aucun mandat pour remettre en cause ces acquis essentiels. Avec son gouvernement, il considère l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse. Creusant les déficits par sa politique fiscale, il veut réduire au maximum les dépenses d'intérêt général dans les secteurs de la famille, du logement, de la santé, de la solidarité, de l'emploi formation. Il refuse de répondre par des créations d'emploi à la situation critique de l'hôpital public. Il programme de nouvelles coupes claires dans les effectifs de fonctionnaires de l'Etat (160 000 suppressions en quatre ans). Il décharge l'État de nombreuses missions en les renvoyant vers les collectivités territoriales sans pour autant leur donner les moyens de développer de vrais services publics locaux et démocratiques, programmant le corsetage de l'emploi public territorial.

Comme l'a clairement résumé le Premier ministre le 10 octobre 2007 « La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur son territoire. »

Nous ne l'acceptons pas !

Aux cotés des usagers, agents, élus, qui se battent quotidiennement pour le maintien et l'amélioration de services publics de proximité :

- * Nous sommes partisans d'une modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société.
- * Nous voulons une véritable démocratisation de la décision, du contrôle et de l'évaluation associant citoyens et agents.
- * Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable et pérenne des missions de service public.
- * Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense d'un intérêt général qui ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers.
- * Nous lançons un appel à une vaste mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice. Organisons un débat démocratique, sans a priori, sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'Etat et des collectivités locales et la place des agents publics. Contre la RGPP, rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité économique et sociale de tous les services publics.

Lire et signer l'Appel : <http://service-public-notre-richeesse.fr/>.

Pour tout contact : contact@service-public-notre-richeesse.fr

Premiers signataires :

- * Faride HAMANA (Président FCPE),
- * Jean-claude AMARA (Droits devant),
- * Gérard ASCHIERI (Secrétaire général de la FSU),
- * Françoise AUDOUZE (Directrice de recherches au CNRS),
- * Pierre BAUBY (CELSIG),
- * Claude BERNARD (président de l'UNRPA),
- * Robert CASTEL (Directeur d'études à l'EHESS),
- * André CHASSAIGNE (Président de l'Association Nationale des Elus Communistes et Républicains, député),
- * Pierre CONCIALDI (Economiste à l'IRES),
- * Annick COUPE (Porte-parole de l'Union syndicale Solidaires),
- * Didier DAENINCKX (Ecrivain),
- * Georges DEBREGEAS (Sauvons La Recherche),
- * Bernard DEFAIX (Président de la Convergence nationale des Services Publics),
- * Jean-paul DEMOULE (Ancien président de l'Institut National de Recherche en Archéologie Préventive),
- * Monique DENTAL (Fondatrice du Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes Ruptures),
- * Bernard DEROSIER (Président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, député),
- * Marie-madeleine DIEULANGARD (Membre du CES),
- * Denis DUBIEN (Directeur Territorial),
- * Jean-pierre DUBOIS (Président de la Ligue des Droits de l'Homme),
- * Jean-michel DUCOMPTE (Président de la Ligue de l'Enseignement),
- * Pierre DUHARCOURT (Membre du CES),
- * Jean-baptiste EYRAUD (Porte-parole de la Fédération Droit au Logement),
- * Alain FAUCONNIER (Président d'honneur de la Coordination de défense des hôpitaux et maternités de proximité, maire),
- * Nathalie FERRE (présidente du Gisti),
- * Jacques FOURNIER (Conseiller d'État honoraire),
- * Jean GADREY (Economiste),
- * Didier GELOT (Fondation COPERNIC),
- * Jean-pierre GIACOMO (Président de la Confédération Nationale du Logement (CNL)),
- * Pascale GONOD (Professeure des Universités),
- * André GRIMALDI (Professeur de médecine, chef du service de diabétologie CHU Pitié Salpêtrière),
- * Gilles GUGLIELMI (Professeur des Universités Droit Public),
- * Jean-marie HARRIBEY (Co-président d'ATTAC),
- * Liêm HOANG-NGOC (économiste),
- * Yves JEAN (Universitaire),
- * Samy JOSHUA (Universitaire Didactique des sciences),
- * Jean LABROUSSE (Ancien Directeur de la Météorologie Nationale),
- * André LAIGNEL (Maire d'Issoudun, Secrétaire Général de l'Association des Maires de France),
- * Anicet LE PORS (Ancien ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives),
- * Anne LE STRAT (Fondation COPERNIC),
- * Florian LECOULTRE (Président de l'Union Nationale Lycéenne),
- * Olivier LECOUR-GRANDMAISON (Universitaire),
- * Christian LEHMANN (Médecin généraliste, écrivain),
- * Jean MAGNIADAS (Syndicaliste, économiste),
- * Jacques MARSAUD (Administrateur Territorial),
- * Roger MARTELLI (Fondation COPERNIC),
- * Mohamed MECHMACHE (Président d'AC Le Feu),
- * Philippe MEIRIEU (Universitaire sciences de l'éducation),
- * Catherine MILLS (Universitaire économiste),
- * Bertrand MONTHUBERT (Sauvons La Recherche),
- * Alix NICOLET (Présidente de la FIDL),
- * Alain OBADIA (Membre du CES),
- * Michel PARTAGE (Président de l'association EAU),
- * Patrick PELLOUX (Président AMHUF),
- * Jean-marie PERNOT (Chercheur IRES),
- * Emmanuelle PERREUX (Présidente du Syndicat de la Magistrature),
- * Jean baptiste PREVOST (Président de l'UNEF),
- * Hubert PREVOT (Ancien Commissaire au Plan),
- * Nicole QUESTIAUX (Ancienne ministre de la Solidarité nationale),
- * Jack RALITE (Ancien ministre de la Santé - Etats généraux de la Culture),
- * Yves SALESSE (Fondation COPERNIC),
- * Alain SCHNAPP (Ancien directeur de l'Institut National de l'Histoire de l'Art),
- * Henri STERDYNIK (Economiste),
- * Fodé SYLLA (Membre du CES),
- * Danielle TARTAKOWSKY (Universitaire historienne),
- * Bernard THIBAUT (Secrétaire général de la CGT),
- * Aurélie TROUVE (Co-présidente d'ATTAC),
- * Pierre VOLOVITCH (Chercheur en économie de l'assurance maladie)